

CONSÉQUENCES DE LA CRISE LIÉE AU COVID-19 SUR LE SECTEUR DES ARTS VISUELS EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

En application des mesures gouvernementales, l'ensemble des lieux d'art en Auvergne-Rhône-Alpes ont fermé leur portes, annulé ou reporté leurs programmations culturelles. Au même titre que les autres secteurs de l'économie, du social et de la culture, le secteur des arts visuels doit faire face à une situation sans précédent, qui va impacter durablement l'écosystème culturel depuis les artistes-auteurs/indépendants jusqu'aux lieux de production et de diffusion.

Il est essentiel de pouvoir déterminer avec précision les effets immédiats sur les acteurs dans leurs particularités. C'est pourquoi l'association AC//RA - Art Contemporain en Auvergne-Rhône-Alpes a récemment diffusé un questionnaire [[visible ici](#)]. Près d'une centaine d'acteurs (artistes-auteurs, indépendants, lieux d'art, galeries d'art, fondations privées...) y ont déjà répondu, donnant une première vision des conséquences de la crise sur le secteur. Nous désirons partager, à travers cette première synthèse, les grandes tendances afin que les difficultés et les besoins des acteurs des arts visuels puissent être pris en compte par l'État et les collectivités territoriales.

La situation des artistes-auteurs / indépendants en Auvergne-Rhône-Alpes :

Le premier constat que nous pouvons tirer de ce questionnaire est une situation économique très préoccupante pour les artistes-auteurs/indépendants, qui souffraient déjà d'une grande précarité, accentuée depuis le début du mois de mars par l'impact direct de la crise sanitaire sur les sources de revenus des artistes-auteurs/indépendants.

En effet, les artistes-auteurs/indépendants ont été confrontés à l'annulation ou au report de leurs expositions ou de leurs activités d'éducation artistique et culturelle du fait de la fermeture des lieux d'art et des établissements scolaires. Pour une grande majorité d'entre eux, ces annulations et/ou reports se sont accompagnés d'une perte de rémunération immédiate soit parce qu'elle n'a pas pu être maintenue par l'employeur soit parce qu'elle a été reportée à une date pour le moment inconnue.

À cette perte de revenu artistique s'ajoute une perte de revenu issu des activités annexes, dont la grande majorité sont dépendants économiquement. Ces activités étant pour la plupart liées au secteur culturel qui est lui-même fortement touché, une grande partie des artistes-auteurs ne peuvent bénéficier des mesures mises en place par le gouvernement pour soutenir l'activité économique, à savoir l'encouragement au télétravail ou la généralisation du chômage partiel avec pour conséquence directe une perte de revenus. Dès lors, les artistes-auteurs/indépendants ne peuvent compter que sur leurs autres revenus (RSA, chômage, retraite...) pour celles et ceux qui peuvent y prétendre.

Cette situation dramatique laisse planer une réelle menace sur leur activité artistique, notamment du fait d'une absence de trésorerie pour palier la perte immédiate et préjudiciable de leurs habituels revenus. Et dans le cas où la crise viendrait à durer plusieurs mois, les artistes-auteurs qui possèdent une trésorerie pour les prochains mois se retrouveraient dans la même situation, augmentant d'autant le nombre d'artistes-auteurs/indépendants en difficulté économique.

Cette incertitude génère une vraie inquiétude et une angoisse quant à leur avenir, sans compter une incapacité à imaginer une éventuelle reprise. Les artistes-auteurs/indépendants craignent de ne pas pouvoir réussir à payer leurs charges fixes une fois la crise terminée, ne sachant pas si les rémunérations liées aux événements reportés seront versées ou définitivement annulées. Ils risquent également de devoir faire face à un calendrier surchargé avec la reprogrammation sur une courte période de tous les événements et expositions annulés ou reportés.

Dans ces conditions, la création par le gouvernement d'un fonds de solidarité pour les indépendants et les artistes-auteurs – dont le Ministère de la Culture vient de préciser les conditions d'accès – constitue une première réponse, à condition que la majorité d'entre eux puissent remplir les conditions nécessaires pour en bénéficier. Malgré tout, ce soutien risque de ne pas être suffisant pour compenser la perte de revenus et éviter une situation irréversible pour les artistes-auteurs/indépendants en Auvergne-Rhône-Alpes. Les collectivités territoriales pourraient apporter une aide complémentaire plus localisée, soutenant ainsi la création à leur échelle, à travers un fonds de soutien qui viendrait compenser la perte de revenus des artistes-auteurs/indépendants dans ce contexte difficile.

La situation des lieux d'art en Auvergne-Rhône-Alpes :

La fermeture de tous les lieux d'art a automatiquement entraîné le report ou l'arrêt de leur programmation culturelle (expositions, événements, résidences ...) et des projets d'éducation artistique ou culturelle en cours, le report de la production d'œuvres d'art avec des conséquences directes pour les artistes-auteurs, le ralentissement ou l'arrêt des ventes d'art pour les galeries sans compter les difficultés liées à la réorganisation pédagogique pour les écoles d'art et les universités.

Au-delà de ces difficultés, la crise a une conséquence directe sur les emplois culturels au même titre que pour les autres forces économiques de la culture. En effet, près de 3/4 des structures interrogées comptent entre 1 et 5 salariés, dont la plupart sont en CDI ou en CDD. Face à cette situation, la majorité des salariés continuent de travailler à distance, tandis qu'un quart d'entre eux bénéficient de l'activité partielle, du chômage partiel ou de l'arrêt de travail pour pouvoir garder leurs enfants. Le télétravail concerne principalement les salariés chargés de la direction, de l'administration voire de la communication tandis que les salariés relevant de la technique et de la médiation bénéficient plutôt de l'activité partielle, tout comme une partie des personnes en charge de la direction. Malgré l'utilisation des mesures prises par le gouvernement ou l'usage du télétravail une minorité de lieux d'art vont devoir procéder à des ruptures de contrat ou de convention au sein de leur équipe et près d'un quart sont dans l'incertitude à ce sujet, constituant une menace réelle sur l'emploi culturel.

Cette situation s'explique par les difficultés économiques rencontrées par les lieux d'art. Si la plupart d'entre eux proposent un accès gratuit et ne sont donc pas dépendants des revenus de la billetterie, une grande majorité déplorent des pertes financières liées aux projets culturels déjà engagés. Les estimations vont de 1 000€ pour les plus petits lieux à près de 50 000€ pour les plus importants, constituant une vraie perte dans les budgets.

À cette première menace, il faut pointer l'urgence que connaît près du tiers des lieux d'art interrogés qui déplorent l'absence de fonds de roulement qui dans un délai de deux mois menace la pérennité même des structures.

La reprise ?

Outre la menace qui pèse sur les emplois culturels et la pérennité des structures, il est important de se questionner sur les problèmes auxquels seront

confrontés les acteurs une fois le confinement levé. Les équipes, déjà fragilisées par la crise sanitaire, devront faire face à une importante charge de travail liée à la réorganisation des programmations sur un temps très court ou encore à la réorganisation pédagogique pour les écoles d'art et les universités.

Le retard accumulé devra être rattrapé, tandis que le travail déjà effectué pour certains projets devra être repris depuis le début. À cela s'ajoute une gestion préoccupante et angoissante de la trésorerie, en particulier pour les galeries d'art qui devront attirer très rapidement des capitaux pour pouvoir survivre.

Face à cette situation, les lieux d'art dans leur ensemble se tournent vers l'État et les collectivités territoriales pour les aider à faire face à cette situation exceptionnelle, qui fait peser une menace réelle sur l'avenir de l'écosystème des arts visuels en Auvergne-Rhône-Alpes.

Les personnes interrogées nous ont fait part d'une inquiétude grandissante quant au traitement des demandes de subventions 2020 effectué par la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes [note : La DRAC Auvergne-Rhône-Alpes a annoncé mettre tout en œuvre pour que les subventions publiques soient payées le plus rapidement possible] et les collectivités et à la garantie des délais de paiement, nécessaires à la survie de nombreux lieux dans les prochaines semaines.

La création d'un fonds de soutien à la trésorerie pour les lieux d'art (lieux de diffusion et de production, galeries d'art, lieux indépendants...) porté par les collectivités de la région - qui viendrait compléter les mesures déjà prises par le gouvernement - permettra d'apporter une aide plus localisée et de soutenir le secteur des arts visuels [[note : Mesures prises par la Région Auvergne-Rhône-Alpes](#)].

En réponse à cette crise et dans un souci de diffusion de l'information, l'association AC//RA a décidé - à travers son portail numérique - de faire circuler toutes les informations qui concernent les mesures prises par le gouvernement et par les collectivités territoriales [[visible ici](#)].

Le portail sera régulièrement mis à jour et permettra de communiquer les informations les plus précises à l'ensemble des acteurs de l'écosystème des arts visuels en lien avec les partenaires publics.

Nous nous tenons à votre disposition pour échanger sur la situation actuelle et vous faire part de l'évolution des difficultés et besoins rencontrés par les acteurs des arts visuels.